



Lettre ouverte à David SASSOLI, Président du Parlement européen

[EN version herebelow](#)

Monsieur le Président,

Les discussions reprennent au Conseil pour définir le budget de l'Union pour 2021/2027. Cette discussion est importante pour financer les priorités politiques de l'Union et préserver les capacités d'agir de notre fonction publique.

Pour l'instant, il y a sur la table plusieurs propositions:

- La Commission prévoit, compte-tenu des pressions qui s'exercent sur elle, un budget d'un montant représentant 1,11% du PIB européen, légèrement à la baisse par rapport au budget précédent, mais qui a le mérite de maintenir la voilure actuelle de la fonction publique et donc ses capacités d'agir (financées par la rubrique 7 du budget de l'Union).
- Le Parlement propose actuellement un peu plus, soit 1,3% du PIB européen.
- La présidence finlandaise a proposé comme compromis une fourchette comprise entre 1,03% et 1,08% du revenu national brut, en baisse par rapport aux propositions du Parlement Européen et de la Commission. On parle pour l'instant d'un montant d'économies à réaliser au titre de la rubrique 7 compris entre 2 et 4 milliards, équivalent à un peu moins de 10% du personnel de la fonction publique européenne.

Ces propositions, notamment celle du Conseil, sont insuffisantes par rapport aux défis qui nous attendent.

Le Parlement européen est le seul à avoir proposé un budget à la hausse. Vos prédécesseurs n'ont jamais défendu leurs propositions budgétaires avec force et détermination, jusqu'au bout. Et depuis longtemps, l'Europe manque cruellement des moyens de ses ambitions.

Si une de ces propositions à la baisse fournissait la base du compromis entre Etats membres, cela aura des conséquences négatives sur les capacités d'agir de l'Union dans un contexte difficile, alors que son action est la seule à même de faire face aux défis des sociétés européennes et à leurs difficultés croissantes en matière d'inégalités.

Vous l'avez dit au Conseil, « [les citoyens] ont lancé un appel pour une nouvelle Europe plus attentive à leurs besoins, plus verte, plus résolue dans la sauvegarde de l'état de droit, plus protectrice des droits sociaux, plus efficace et transparente dans son processus décisionnel. Nous avons besoin d'une Europe dans laquelle les citoyens sentent que leurs voix sont entendues ».

En rabattre sur le budget n'enverra pas aux citoyens le signal que leurs voix sont entendues.

U4U est d'accord avec vous, il faut effectivement en finir avec le système des rabais, comme le propose aussi la Commission. Il faut rappeler que certains états membres - parmi les pays qui dans les faits profitent le plus du marché unique et de la libre circulation des marchandises, de la main d'œuvre et du capital - demandent le maintien de ces rabais alors qu'ils profitent des effets du budget de l'Union davantage que le montant de leur contribution.

Toujours d'accord avec vous, U4U pense qu'il faut renforcer le modèle social européen et doter les programmes efficaces de davantage de moyens. Il faut affronter avec courage et audace, le défi climatique, pour nos enfants et veiller à protéger les plus vulnérables.

Mais votre ambition, pour juste soit-elle, présuppose une fonction publique européenne permanente, forte, indépendante, compétente constituées de femmes et d'hommes venant de tous les pays européens qui chaque jour, élaborent, mettent en œuvre, appliquent et contrôlent les politiques et les actions de l'Union.

Or, s'agissant des dépenses de fonctionnement de la fonction publique européenne (salaires, bureaux, retraites, dépenses de santé, écoles européennes, crèche /garderies, missions, etc.), les états membres considèrent, à tort, que leur financement doit procéder uniquement d'un pourcentage du budget opérationnel. Dans cette optique, une baisse du budget général se traduirait par une baisse équivalente de la rubrique 7.

Cette approche fait l'impasse sur le fait que certaines dépenses de fonctionnement sont incompressibles (par exemple, montant des retraites à payer, ou encore écoles européennes dont le coût dépend des facteurs démographiques qui ont leurs effets sur la durée, etc.). Il en est de même pour financer le travail de la Commission comme gardienne des traités ou pour faire respecter l'ensemble des règlements. Elle néglige aussi d'autres dépenses résultant des activités nouvelles de l'Union, comme la défense, qui requièrent le maintien, voire l'accroissement en ressources humaines. Enfin, elle oublie qu'au cours de chacune des périodes de planification antérieures, des missions supplémentaires urgentes ont été confiées - crises migratoire, financière ou politique, par exemple - qui nécessitaient aussi des ressources additionnelles. On peut raisonnablement imaginer qu'il y en aura d'autres dans l'avenir. Si une approche de réduction prévaut, la fonction publique ne sera pas en mesure de mettre en œuvre efficacement les priorités politiques de l'Union ; les tâches additionnelles qui en découlent seront fortement entravées.

U4U soutient le Parlement pour être offensif et défendre une position qui lui permette de faire face aux défis et qui préserve les ressources humaines de qualité qui lui seront indispensables à l'avenir. La valeur ajoutée européenne n'est pas un luxe mais une urgente nécessité.

U4U attend donc du Parlement qu'il défende sa proposition de budget et qu'il obtienne aussi des marges de flexibilité à la hausse pour pouvoir mieux faire face aux nouvelles tâches qui, à n'en pas douter, incomberont à la fonction publique dans le futur.

L'avenir de l'Union est en jeu et celui des conditions d'exercice de nos métiers aussi !

Président d'un syndicat européen et citoyen de la fonction publique européenne, je me tiens à votre disposition pour toute rencontre que vous jugerez utile.

Georges Vlandas
Président d'U4U

12 novembre 2019



Open letter to David SASSOLI, President of the European Parliament

Dear Mr President,

Discussions resumed in the Council to define the Union's budget for 2021/2027. This discussion is important for financing the Union's political priorities and maintaining our Civil Service's capacity to act.

There are currently several proposals on the table:

- Taking into account the pressures on it, the Commission plans a budget amounting to 1.11% of the European GDP, slightly lower than the previous budget, but which has the advantage of maintaining the current size of the civil service and therefore its capacity to act (financed under heading 7 of the Union budget).
- The Parliament is now proposing slightly more at 1.3% of the European GDP.
- The current Finnish Presidency of the Council has proposed a range of 1.03% and 1.08% of the gross national income as a "compromise", which is in any case lower than the proposals of the European Parliament and the Commission. For now, we are talking about savings of between 2 and 4 billion to be made under heading 7, which is equivalent to just under 10% of the European Civil Service staff.

These proposals, especially that of the Council, are insufficient for the challenges we are facing.

The European Parliament is the only one to have proposed an increased budget. Your predecessors never defended their budgetary proposals with strength and determination right up until the end. And Europe has severely lacked the funds for its ambitions for a long time now.

If one of these reduction proposals provides the basis of a compromise between the Member States, it will have negative consequences on the Union's capacity to act under difficult circumstances, whilst its action is the only one capable of meeting the challenges of European societies and their growing difficulties concerning inequality.

You told the Council, "*[the citizens] have launched an appeal for a new Europe which is more attentive to their needs, greener, more resolute in safeguarding the rule of law, more protective of social rights, and more efficient and transparent in its decision-making process. We need a Europe in which the citizens feel that their voices are heard*".

Cutting the budget will not send citizens the message that their voices are heard.

U4U is in agreement with you; we essentially need to end the rebate system, as proposed by the Commission. We should keep in mind that some Member States - the countries which, in actual fact, benefit the most from the single market, the free movement of goods, labour and capital - are demanding the continuation of these rebates so that they profit from the effects of the Union's budget more than the sum of their contribution.

Always on your side, U4U believes that we should reinforce the European social model and grant more funding to successful programmes. We must confront the climate crisis with courage and boldness for future generations and ensure that the most vulnerable are protected.

But your aim, however fair it may be, presupposes a permanent European Civil Service, which is independent and skilful, and comprised of men and women originating from all European countries who develop, implement, apply and evaluate the policies and actions of the Union every single day.

Regarding the operating expenditures of the European Civil Service (salaries, offices, pensions, healthcare costs, European Schools, nurseries/day care, missions, etc.), the Member states wrongly believe that their financing should be based on only a percentage of the operational budget. In this context, a decrease in the general budget would result in an equivalent decrease in heading 7.

This approach ignores the fact that certain operating expenditures are irreducible (for example, the amount of pensions to be paid, or even European Schools for which the cost depends on demographic factors that have effects over time, etc.). The same applies to financing the Commission's work as guardian of the Treaties or to enforcing all of the regulations that the Member States adopt. It also overlooks other expenditures resulting from the Commission's new activities which require maintenance, such as defence, or even the growth of Human Resources. Finally, it forgets that additional missions were assigned over the course of each previous planning period, notably for the Commission - refugee, financial or political crises, for example - which also demanded additional resources. We can reasonably estimate that there will be others like this in the future. If a reduction approach prevails, the Civil Service will not be able to effectively implement the Union's political priorities; the additional tasks resulting from this will be severely jeopardised.

U4U supports the Commission in being offensive and defending a position that will allow it to tackle challenges and preserve the quality Human Resources it will need in the future. European added value is not a luxury but an urgent necessity.

U4U therefore expects the Parliament to defend its budget proposal and also to obtain increased flexibility margins in order to be better able to confront the challenges which will undoubtedly face the Civil Service in the future.

The future of the Union is at stake, as are our working conditions!

As the President of a European trade union of the European Civil Service, I am available for any meetings that you deem useful.

Georges Vlandas
President of U4U

12 November 2019